

Les problèmes juridiques courants dans les opérations internationales de secours en cas de catastrophe

Bien que rarement mentionnés, les obstacles juridiques peuvent entraver l'efficacité des opérations internationales de secours en cas de catastrophe. L'équipe de Droit relatif aux catastrophes de la FICR aide les Sociétés nationales, les collègues de la FICR chargés des opérations, de la logistique et autres, ainsi que les gouvernements, à éviter ces problèmes courants.



Lancement de l'aide internationale

Si la loi ne fournit pas des dispositions détaillées qui définissent clairement le processus de demande ou d'acceptation de l'assistance internationale, cela peut retarder les opérations internationales de secours.



Quarantaine

Les personnes et les animaux peuvent être soumis à des exigences de quarantaine. Cela s'applique en particulier aux chiens de recherche et de sauvetage.



Visas

La loi peut mettre en place des processus complexes et longs de délivrance de visas. Ces procédures peuvent empêcher l'accès rapide des pays au personnel humanitaire étranger.



Véhicules

La loi peut exiger que les véhicules étrangers ou importés soient enregistrés avant de pouvoir être utilisés (y compris la délivrance de nouvelles plaques d'immatriculation). Ces procédures d'enregistrement peuvent être coûteuses et prendre du temps.



Qualifications professionnelles

La loi peut interdire aux professionnels étrangers (par exemple, les médecins, les infirmiers, ingénieurs et autres) d'exercer dans le pays, à moins qu'ils n'obtiennent une nouvelle certification ou ne demandent une accréditation.



Télécommunications et équipements informatiques

Des licences peuvent être exigées pour l'importation et/ou l'utilisation des équipements de télécommunications et d'informatique. L'obtention de ces licences peut être coûteuse et prendre du temps.



Envois de secours

La loi pourrait ne pas prévoir que les envois de secours soient prioritaires pour le dédouanement ou que les avions et les navires transportant des envois de secours aient des droits d'atterrissage ou d'amarrage prioritaires. Cela entraîne des retards.



Médicaments et équipements médicaux

La loi peut imposer des normes strictes et des procédures administratives fastidieuses pour l'importation de médicaments et d'équipements médicaux.



Droits de douane

La loi peut imposer d'importants droits de douane, des redevances ou des taxes sur les importations. Ces mesures peuvent représenter une charge financière importante pour les acteurs internationaux.



Restrictions sur les transferts d'argent

La loi peut entraver les transferts internationaux d'espèces et l'utilisation d'espèces dans les programmes, en créant des procédures trop lourdes et en nuisant à son efficacité.

En soutenant le développement de lois, de décrets d'urgence et de procédures efficaces, l'équipe de Droit relatif aux catastrophes de la FICR peut aider les Sociétés nationales, les collègues de la FICR chargés des opérations, de la logistique et autres, ainsi que les gouvernements, à surmonter ces obstacles réglementaires et à soutenir une aide internationale efficace et rapide. Pour plus d'informations, veuillez contacter stella.ngugi@ifrc.org.